



Le procureur ukrainien limogé Viktor Shokin se déchaîne contre les Biden dans une interview



Article original datant du 27/08/23

Fired Ukraine prosecutor unleashes on Bidens in interview

- Viktor Shokin, 70 ans, a déclaré qu'il avait été licencié pour avoir enquêté sur Burisma [i](#), la société gazière ukrainienne dont Hunter Biden [i](#) était membre du conseil d'administration
- Il a déclaré que les Biden avaient accepté des pots-de-vin en échange de son licenciement en 2016 pour avoir enquêté sur Burisma pour corruption, et qu'il avait été empoisonné dans le cadre d'un complot visant à faire taire leurs agissements.
- Shokin a déclaré que Hunter avait été amené à siéger au conseil d'administration de la société gazière pour "fournir une protection" à son PDG contre ses enquêtes sur la

corruption présumée.

L'ex-procureur ukrainien limogé à la demande de Joe Biden pour avoir enquêté sur une société gazière ukrainienne dont son fils Hunter faisait partie du conseil d'administration affirme que les Biden ont accepté des pots-de-vin en échange de son limogeage et que des tentatives d'assassinat ont été perpétrées à son encontre.

Viktor Shokin, 70 ans, a déclaré :

“Je n’ai aucun doute sur l’existence d’activités illégales menées par Burisma” – la société de gaz naturel sur laquelle il enquêtait lorsqu’il a été démis de ses fonctions de procureur par le président ukrainien de l’époque en 2016.

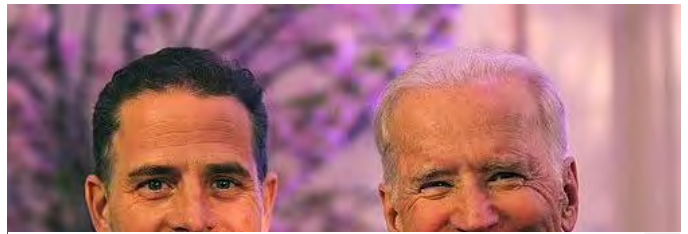
Ces déclarations fracassantes ont été faites à Brian Kilmeade dans l'émission “One Nation” de samedi, lors d'une interview au cours de laquelle l'ancien procureur général a également affirmé qu'il avait été empoisonné à deux reprises par ceux qui essayaient de garder le silence sur leurs actions.

La Maison Blanche, quant à elle, maintient que la Birmanie était corrompue et que le licenciement de M. Shokin – que le vice-président de l'époque avait exigé – était dû au fait qu'il ne s'était pas attaqué à cette corruption. Dans une déclaration, elle a reproché à Fox d'avoir donné une **“tribune aux mensonges”** en diffusant l'interview.

M. Shokin a toutefois déclaré que la corruption était le fait de M. Biden et de son deuxième fils, qui, selon lui, a été intégré au conseil d'administration de la société gazière en 2013 pour “protéger” son PDG des enquêtes menées par ce dernier sur les pots-de-vin qu'il aurait versés.



S'adressant à Fox News, Viktor Shokin, 70 ans, ancien procureur général de l'Ukraine, a déclaré qu'il avait été licencié pour avoir enquêté sur Burisma, la société ukrainienne de gaz naturel dont Hunter Biden était membre du conseil d'administration, et que le vice-président de l'époque avait influencé son éviction en 2016.



Les républicains ont déclaré que les liens de Hunter avec la Birmanie et son influence possible sur le licenciement de Shokin sont la preuve du trafic d'influence de la famille Biden. Shokin a déclaré que le père et le fils avaient accepté des pots-de-vin et qu'il avait été empoisonné à deux reprises pour son enquête sur la société pétrolière


Viktor Shokin makes explosive bribery claims against Joe and Hunter Biden



En fait, a-t-il ajouté, l'affaire pénale avait été engagée avant moi", a déclaré M. Shokin dans l'entretien traduit du russe.

M. Shokin a occupé le poste de procureur général du pays entre 2015 et 2016, tandis que M. Hunter a rejoint l'équipe de Burisma en tant qu'avocat en 2013, avant de devenir membre du conseil d'administration l'année suivante et pendant les cinq années suivantes.

Au cours de cette période, M. Hunter et son partenaire commercial Devon Archer, également membre du conseil d'administration de Burisma, ont reçu des millions de dollars d'un oligarque ukrainien corrompu pour leur travail au sein de l'entreprise.

Quelques jours après l'arrivée d'Archer, des fonctionnaires britanniques ont saisi 23 millions de dollars sur les comptes bancaires londoniens du fondateur et PDG de Burisma, Mykola Zlochevsky , et quelques jours plus tard, Hunter est devenu membre du conseil d'administration.



Mykola Zlochevsky 

Cependant, la position de M. Hunter au sein du conseil d'administration a immédiatement créé un conflit d'intérêts qui s'est avéré

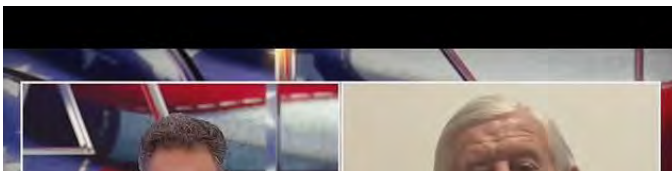
problématique pour les responsables américains et ukrainiens, selon M. Shokin, ces derniers étant conscients que la nomination de M. Hunter par M. Zlochevsky avait pour but d'exercer une influence.

C'est à cette époque, selon Shokin, que " [son affaire criminelle] a continué à s'étendre et que Zlochevsky, qui occupait à l'époque le poste de ministre et était le fondateur et PDG de Burisma, a commencé à faire appel à des personnes susceptibles de le protéger ".

"Hunter Biden en faisait partie", a-t-il révélé, affirmant que le réseau de corruption de l'entreprise s'était "développé" en conséquence.

Il a déclaré à Kilmeade :

"Donc, oui, pour répondre à votre question, il n'y avait aucun doute dans mon esprit que Burisma était engagé dans des activités illégales".



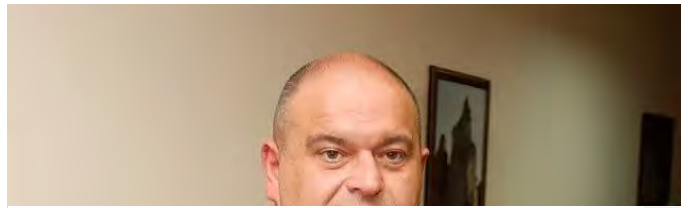
Je n'ai aucun doute sur le fait que la Birmanie s'est livrée à des activités illégales", a déclaré le procureur général tiré à quatre épingles à Brian Kilmeade, de Fox News, lors d'une interview traduite diffusée samedi dans l'émission "One



Samedi, M. Shokin a déclaré que la corruption était le fait de M. Biden et de son deuxième fils, qui, selon lui, a été introduit au conseil d'administration de la société gazière ukrainienne en 2013 pour "protéger" son PDG de ses propres



Shokin a été procureur général du pays entre 2015 et 2016, tandis que Hunter a rejoint l'équipe de Burisma en tant qu'avocat en 2013, avant de devenir membre du conseil d'administration l'année suivante et pendant les cinq années suivantes.



La position de M. Hunter au sein du conseil d'administration a immédiatement créé un conflit d'intérêts qui s'est avéré problématique pour les responsables américains et ukrainiens, ces derniers étant conscients que la nomination de M. Hunter par le fondateur de Burisma, Mykola

Burisma a été accusée d'avoir éludé un milliard de hryvnias ukrainiens (jusqu'à 63 millions de dollars) d'impôts pendant la période où M. Hunter était membre du conseil d'administration, en particulier en 2014 et 2015, ce qui a ouvert la voie à des responsabilités éventuelles pour ceux qui ont signé les comptes de l'entreprise.

Shokin a déclaré samedi que s'il avait été autorisé à poursuivre son enquête sans être gêné par des influences extérieures, il aurait découvert un stratagème impliquant les deux Biden et Archer.

Le mois dernier, Archer – qui est libre sous caution alors qu'il fait appel de sa condamnation pour des accusations de fraude sans rapport avec l'affaire – a témoigné lors d'une audition à huis clos de la commission de surveillance de la Chambre des représentants que, sous la pression du bureau de Shokin alors qu'il enquêtait sur Burisma, les dirigeants de la société s'étaient tournés vers Hunter pour obtenir de l'aide.

Selon M. Shokin, cela a abouti à son licenciement par le président ukrainien de l'époque, Petro Porochenko, en mars 2016, ce qui a mis un terme à son mandat au bureau du procureur général et à son enquête sur les transactions de Bursima.

Si j'avais continué à superviser l'enquête sur Burisma, a déclaré Shokin à Kilmeade, nous aurions découvert les faits concernant les activités de corruption auxquelles ils se livraient.

Cela concernait Hunter Biden, Devon Archer et d'autres personnes”.

Le procureur déchu a ajouté, à propos des allégations de plus en plus nombreuses contre les Biden – qui incluent le fait que Biden se soit envolé pour l'Ukraine afin de demander aux procureurs d'abandonner l'enquête de Shokin sur Burisma Holdings en décembre 2015 – :

“Je ne veux pas parler de faits non prouvés, mais ma ferme conviction personnelle est que, oui, c'était le cas”.

“Ils ont été soudoyés”.

Citant un versement d'un milliard de dollars au titre de l'aide américaine à l'Ukraine que Joe Biden s'est vanté publiquement d'avoir menacé de retenir jusqu'à ce que Shokin soit limogé, Shokin a ajouté : Et le fait que Joe Biden ait donné un milliard de dollars d'argent américain en échange de mon licenciement n'est-il pas à lui seul un cas de corruption ?



Au cours de cette période, M. Hunter et son partenaire commercial Devon Archer (photo), également membre du conseil d'administration de Burisma, ont reçu des millions de dollars d'un oligarque ukrainien corrompu pour leur travail au sein de l'entreprise, a déclaré M. Shokin



Devon Archer, à gauche, jouant au golf dans les Hamptons avec l'ancien vice-président Joe Biden et son fils Hunter, à droite, en 2014. Il a déclaré lors d'une audition à huis clos de la commission de surveillance de la Chambre des représentants en juillet que, sous la pression du bureau de M. Shokin alors qu'il enquêtait sur la Birmanie, les dirigeants de l'entreprise se sont tournés vers M. Hunter pour obtenir de l'aide



Un républicain de premier plan a critiqué cette photo "accablante" de Joe Biden avec un assistant lié à Hunter, Amos Hochstein, à bord d'Air Force Two, alors qu'ils se rendaient en Ukraine pour demander aux procureurs d'abandonner l'enquête sur la société Burisma Holdings de Shokin, en décembre 2015.

Cette vantardise est apparue lors d'un appel enregistré en 2015 avec le président de l'époque, M. Porochenko, qui demandait la révocation du procureur général, ce qui allait se produire quelques mois plus tard.

Le fonctionnaire a alors bizarrement affirmé que des tentatives d'assassinat avaient eu lieu en raison de son enquête sur la corruption présumée.

"Le mal est fait. C'est certain", a déclaré M. Shokin lors de cette interview très attendue, sa première depuis des années. Je m'inquiète depuis longtemps pour ma sécurité personnelle.

"Je suis déjà mort techniquement, deux fois, car j'ai été empoisonné au mercure", a-t-il ajouté, sans fournir de preuves de cette affirmation.

Le feu roulant de la controverse autour du récit de Shokin – ainsi que de l'intervention de Joe en Ukraine prétendument au nom de son fils – a été qualifié de "théorie du complot démythifiée" par la gauche, mais il est maintenant défendu par les républicains comme une raison de mettre le président en accusation.

Un dossier d'informateur du FBI rendu public le mois dernier a donné plus de substance à cet argument, révélant que Zlochevsky a affirmé en 2016 qu'il avait été "contraint" de payer un pot-de-vin de 10 millions de dollars au président et à son fils en échange de l'éviction de Shokin.

Puis, cette semaine, des courriels internes présumés de l'administration Obama-Biden datant de 2016 et publiés par Just the News ont montré que des fonctionnaires se sont déclarés choqués que Biden, à l'époque, ait fait pression pour l'éviction de Shokin comme condition de l'aide américaine.

Shokin, quant à lui, a déclaré à Kilmeade samedi que l'enquête sur la Birmanie était "une affaire ordinaire", mais que les liens de l'entreprise avec les Biden exigeaient une attention particulière.



L'ancien procureur général ukrainien Viktor Shokin accuse Joe et Hunter Biden de "corruption".



L'ancien procureur général ukrainien a également affirmé, de manière étrange, qu'on avait tenté de l'assassiner en raison de l'enquête qu'il a menée sur la corruption présumée.

Il a également nié être lui-même corrompu, affirmant que les États-Unis n'avaient pas encore produit d'exemple concret de ses méfaits contre lui.

"J'apprécierais que l'une ou l'autre de ces publications hautement respectables me donne un seul exemple de ma corruption personnelle ou de toute infraction que j'aurais commise", a-t-il déclaré, citant des articles publiés par des journaux tels que le New York Times.

Depuis que j'ai été licencié, personne, y compris Joe Biden, n'a cité, mentionné ou fourni d'exemple de ma corruption ou d'une quelconque infraction que j'aurais commise.

Les affirmations de Shokin selon lesquelles il enquêtait directement sur Hunter – et qu'il a été licencié en conséquence – devraient jeter de l'huile sur le feu des spéculations qui tourbillonnent déjà au sujet de la famille Biden, après qu'Archer a affirmé que Hunter avait commis un "abus de pouvoir" en mettant son père sur haut-parleur lors de réunions d'affaires alors que Joe Biden savait qu'il y avait des associés dans la pièce.

Citant plus de 20 cas sur une période de 10 ans, Archer a déclaré que la manœuvre était destinée à être perçue comme un “signal” de “valeur”, et que Hunter utilisait régulièrement son père comme “levier défensif”.

Hunter et Archer ont tous deux rejoint le conseil d’administration de Burisma en 2014 avec un salaire d’un million de dollars par an. Archer a pris ses fonctions quelques jours seulement après avoir rencontré Joe à la Maison Blanche.

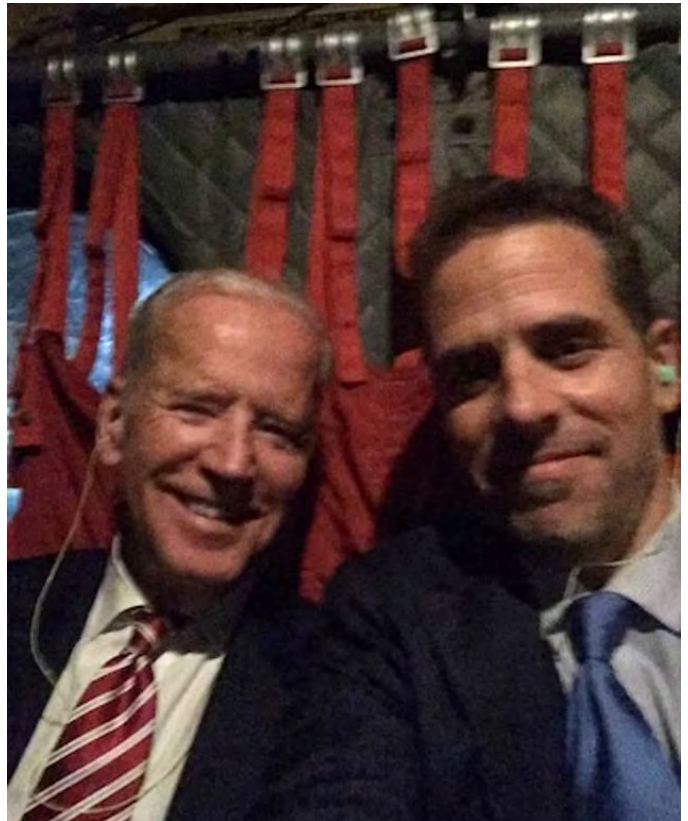
À l’époque, le propriétaire de Burisma, Zlochevsky, faisait l’objet d’une enquête des autorités ukrainiennes, américaines et britanniques pour avoir obtenu de manière corrompue des licences de gaz et pour fraude présumée.

Des articles du New York Times et du Washington Post ont rejeté le lien entre les deux événements, affirmant que l’enquête sur Burisma était “en sommeil” pendant les 13 mois du mandat de Shokin en tant que procureur général, et que son licenciement avait été demandé par le Fonds monétaire international, l’Union européenne et la politique américaine en raison de son approche terne en matière de poursuites.

Les documents obtenus par DailyMail.com montrent que M. Shokin a ouvert et poursuivi des affaires contre M. Zlochevsky, saisi ses biens et même poursuivi son propre personnel pour avoir laissé l’oligarque s’enfuir à Chypre avec 23 millions de dollars temporairement gelés par un tribunal britannique.

Des documents publiés ce mois-ci montrent que de hauts fonctionnaires de la Maison Blanche et du département d’État ont été “impressionnés” par le travail de son bureau jusqu’en janvier 2016, tandis que des bureaucrates ont jugé que le gouvernement ukrainien avait fait “suffisamment de progrès” pour justifier un prêt d’un milliard de dollars en octobre 2015, peu avant que M. Biden ne menace de retenir l’argent.

M. Shokin a été promu procureur général en février 2015.



Le témoignage de M. Archer contient des détails qui indiquent des transactions douteuses ou une possible criminalité de la part du fils du président, ainsi que des liens potentiellement corrompus avec Joe.

Son prédécesseur avait bâclé une enquête sur la Birmanie l'année précédente, ne parvenant pas à fournir à un tribunal britannique suffisamment de preuves pour maintenir le gel des avoirs de M. Zlochevsky.

Télécharger PDF "DevonArcherTranscript.pdf"

En juin 2015, M. Shokin a lancé une enquête sur les licences de gaz délivrées lorsque M. Zlochevsky était ministre de l'environnement, ainsi qu'une autre visant à débusquer les complices présumés au sein du bureau du procureur.

Le mois suivant, il a rencontré l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine, Geoffrey Pyatt, et son bureau a publié un communiqué de presse sur les "progrès de l'enquête sur Zlochevsky... en particulier l'intensification de la coopération avec les Britanniques dans cette direction".

Dans ses déclarations publiques, M. Pyatt a dénoncé la corruption endémique au sein du bureau du procureur, sans toutefois le nommer.

Des sites d'information ukrainiens ont rapporté que "deux chalets, deux terrains, une maison de 922 m², une Rolls-Royce Phantom et une remorque" appartenant à Zlochevsky ont été saisis à la demande de Shokin en février 2015.

En octobre de la même année, M. Shokin s'est également plaint publiquement du déblocage des avoirs de M. Zlochevsky par le tribunal britannique et a lancé une enquête conjointe avec les autorités britanniques et européennes, selon un rapport du Kyiv Post.

Le 11 juin 2015, Victoria Nuland [i](#), haut fonctionnaire du département d'État, a répondu à une lettre de M. Shokin au nom de John Kerry [i](#), alors secrétaire d'État, en déclarant que le département avait été "impressionné par l'ambitieux programme de réforme et de lutte contre la corruption de votre gouvernement".

La réforme en cours de votre bureau, de l'application de la loi et du système judiciaire vous permettra d'enquêter et de poursuivre la corruption et d'autres crimes de manière efficace, équitable et transparente", a écrit Mme Nuland.



Victoria Nuland [i](#)

Un groupe de travail composé de fonctionnaires de l'État, de la Justice et du Trésor, chargé d'examiner la proposition de prêt d'un milliard de dollars à l'Ukraine, a conclu en octobre 2015 que "l'Ukraine avait suffisamment progressé dans son programme de réformes pour justifier une troisième garantie", selon des documents obtenus en vertu de la loi sur la liberté de l'information par le site Web Just the News.

L'examen n'a pas établi de lien entre le prêt et le licenciement de M. Shokin, malgré les pressions exercées ultérieurement par M. Joe pour qu'il soit licencié.



Malgré les agissements troubles du bureau du procureur ukrainien, des témoignages d'initiés montrent clairement que Zlochevsky était préoccupé par l'enquête



Le président Joe Biden s'adresse au Parlement ukrainien à Kiev, en Ukraine, en 2015

Et Eric Ciaramella, membre du personnel du Conseil de sécurité nationale, a écrit dans un courriel du 21 janvier 2016 que son équipe était "super impressionnée" par le personnel du bureau de Shokin après une réunion de deux heures avec eux.

Mais même si l'enquête de Shokin sur la Birmanie a été vigoureuse, ses autres enquêtes sur la corruption ont été jugées insuffisantes.

Le soutien de l'opinion publique ukrainienne à l'égard du chef de la justice était mis à mal par son incapacité à poursuivre les criminels de l'administration précédente corrompue, et des manifestants réclamaient sa démission et celle d'autres personnes lors de manifestations dans les rues de la capitale.

Son image a été sérieusement écornée en juillet 2015 lorsque son infatigable adjoint David Sakvarelidze a découvert que deux alliés et employés de Shokin possédaient un appartement dans lequel se trouvaient des sacs contenant 400 000 dollars en espèces, 65 diamants, des copies des passeports de Shokin et un fusil Kalachnikov.

L'enquête de Sakvarelidze a été mise en veilleuse et il a été évincé de son poste, selon un rapport de 2019 de l'Independent.

À partir de la fin de l'année 2015, Joe Biden a intensifié ses propres efforts pour faire tomber Shokin. Dans les huit jours précédant son éventuel licenciement en mars 2016, Biden a téléphoné quatre fois à Porochenko pour lui faire comprendre qu'il ne recevrait pas d'aide s'il ne démissionnait pas, ont déclaré ses anciens collaborateurs au LA Times.

Lors d'une conférence donnée en janvier 2018 pour le Council on Foreign Relations [i](#), Joe Biden s'est vanté d'avoir dit à Porochenko à l'époque : "Nous n'allons pas vous donner le milliard de dollars... Si le procureur n'est pas renvoyé, vous n'aurez pas l'argent", ajoutant : "Eh bien, fils de pute, il a été renvoyé" : Et d'ajouter : "Eh bien, fils de pute, il a été viré".

Malgré les transactions obscures du bureau du procureur ukrainien, les témoignages d'initiés montrent clairement que Zlochevsky était préoccupé par l'enquête.



Council on Foreign Relations [i](#)

Dans son témoignage devant le Congrès au début du mois, Archer, un autre membre du conseil d'administration de Burisma, a déclaré que le propriétaire de Burisma et son directeur Vadym Pozharskyi "exerçaient une pression constante" sur Hunter pour qu'il obtienne de l'aide de "Washington DC" afin de faire face à l'enquête de Shokin.

Archer a affirmé avoir vu Hunter et le propriétaire de Burisma "appeler DC" pour discuter de l'affaire en décembre 2015.

Shokin était considéré comme une menace pour l'entreprise", a déclaré Archer lors d'une interview ultérieure avec Tucker Carlson.

"Shokin s'intéressait de près à Burisma", a-t-il déclaré. "Il était une menace. Il a fini par saisir les actifs de [Zlochevsky]".

La Maison Blanche, quant à elle, a déclaré cette semaine que Fox News, en diffusant l'interview de Shokin, offrait une "plateforme aux mensonges".

Depuis des années, ces fausses affirmations ont été démenties, et quel que soit le temps d'antenne que Fox leur accorde, elles resteront fausses", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ian Sams.

Fox donne une tribune à ces mensonges à un ancien procureur général ukrainien dont le bureau a été qualifié par son propre adjoint de "foyer de corruption", ce qui a suscité des demandes de réforme non seulement de la part du vice-président de l'époque, M. Biden, mais aussi de la part de diplomates américains, de partenaires internationaux et de sénateurs républicains tels que Ron Johnson.

© InfoTrad

